

LA LETTRE DE GÉOSTRATÉGIES 2000

ANCIENS DE CAMBRIDGE / ANCIENS D'OXFORD / ASSOCIATION DES ANCIENS DE LA LONDON SCHOOL OF ECONOMICS / ASSOCIATION DES ANCIENS DE L'ECOLE DE L'AIR / ASSOCIATION DES SCIENCES PO / ASSOCIATION DES AUDITEURS ET CADRES DES HAUTES ETUDES DE L'ARMEMENT / ASSOCIATION NATIONALE DES AUDITEURS JEUNES DE L'IHEDN (ANAJ) / ASSOCIATION DES DIPLÔMÉS DU CENTRE D'ETUDES SUPÉRIEURES DE BANQUE / ASSOCIATION DES CENTRALIENS / ASSOCIATION DU CONTRÔLE GÉNÉRAL DES ARMÉES / ASSOCIATION DES DIPLÔMÉS DE L'ESSEC / INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES (IRIS) / INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE DÉFENSE NATIONALE / INSTITUT DES HAUTES ETUDES NATIONALE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA JUSTICE / INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES DE DÉFENSE (PARIS II) / INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE / SAINT-CYRIENNE / ASSOCIATION DES ANCIENS ÉLÈVES ET DIPLÔMÉS DE L'ECOLE POLYTECHNIQUE /

Site Internet : geo2000.org

N° 67 – DECEMBRE 2005

SOMMAIRE :

P.2

Editorial : " Ne pas taire les périls, mais en débattre-"

Par Serge Rechter

P.6

" La réforme de l'Onu : un vrai commencement de gouvernance mondiale ? "

Robert Badinter, Sénateur des Hauts de Seine, ancien Président du Conseil Constitutionnel, ancien Ministre

P.9

" Les enjeux géostratégiques de l'Espace pour l'Europe "

Claudie Haignéré, Cosmonaute, ancien Ministre

P.15

" Trois nouveaux Etats-Membres de l'Union et la crise européenne "

S.E. André Erdos, Ambassadeur de Hongrie

S.E. Pavel Fischer, Ambassadeur de la République Tchèque Jan Ludwig Wdowik, Ministre plénipotentiaire de Pologne à Paris

AGENDA

Petit-Déjeuner débat avec Thérèse Delpech, Chargée des Affaires Stratégiques au Commissariat à l'Energie Atomique

Thème : Prolifération nucléaire : géostratégie et réalité des risques Sénat

Salon Pourpre – 15ter, rue de Vaugirard – Paris 6ème

" Ne pas taire les périls, mais en débattre... " ***Serge Rechter***

Quoi de mieux qu'une citation roborative et un auteur décapant pour commencer cet éditorial. Dans son texte de la Lettre 66 de juillet 2005 (' de l'utilité de Géostratégies 2000 par gros temps...), le Général d'Armée Bertrand de La Presle écrivait :

" Géostratégies 2000 nous a conduit à n'être point de simples spectateurs dans un monde aux menaces nouvelles, aux repères bouleversés, à l'imprévisibilité accrue. Grâce à l'approche très largement multidimensionnelle des phénomènes climatiques ambiants, elle nous a offert un espace de débats très ouvert que peu de structures procurent aujourd'hui pour suggérer à chacun, selon sa spécialité et ses domaines d'intérêt, des idées de nature à anticiper le gros temps dans sa zone. Les vents étudiés ont été de multiples natures : stratégique, politique, diplomatique, culturelle, économique, financière, sociétale, technologique, démographique, sociologique ou militaire. L'horizon de leur parcours était parfois national, le plus souvent européen ou centré sur une zone de crise particulièrement aigue. Les intervenants avaient en commun, au-delà de leur très haut niveau, l'inappréciable et trop rare liberté de parole conférée par l'indépendance absolue de notre club de réflexion à l'égard de tout pouvoir politique, philosophique ou économique, par son caractère strictement apolitique, et par sa philosophie qui consiste à donner à chacun de ses membres autant d'éléments que possible pour nourrir sa réflexion sur les sujets traités, en les abordant sous un maximum d'aspects, mais sans jamais imposer une position ou pire encore, une vérité. "

· C'est vrai que le paysage n'a rien d'exaltant

Maîtriser et civiliser la mondialisation, quel programme alléchant ! Mais qui le fera ? Comment ? Quand ? On ne se met d'accord sur rien ou presque rien, en tout cas, pas sur l'essentiel. De Cour Pénale Internationale en ONU, d'ONU en OMC, de Kyoto à Tunis en passant par Durban, on parle, on diagnostique, on adopte des motions. Certaines sont exécrables ; d'autres sont ou semblent de bonne volonté ; en réalité, elles sont creuses : le Nord est le Nord, le Sud est le Sud et particulièrement l'Afrique qui s'enfonce dans un théâtre d'ombres fait de malnutrition, d'épidémies, de pauvreté, d'ignorance, de luttes et guerres tribales ou ethniques. Demain, dans 10 ans ou 20 ans ou plus (pour être optimiste), ce sera la désertification avec le réchauffement de la planète, celui des guerres pour l'eau, la nourriture, ou la simple subsistance, et reviendra alors le temps des grandes migrations. Au premier chef vers l'Europe.

L'Europe, parlons-en ! Et encore je vais parler de l'Europe d'aujourd'hui, pas de celle de l'après - pétrole. Pour certains, et parmi les nouveaux membres plus particulièrement (mais pas eux seulement), l'Europe, c'est une zone de libre échange, plus l'OTAN, plus le lien transatlantique. Et cela s'arrête là. Pour certains autres -et

j'en suis – c'est l'Europe des projets concrets (espace, défense, sécurité) avec le rêve, le mirage peut-être d'une Europe politique, voire d'une Europe-Puissance pour parler d'égal à égal aujourd'hui avec les Etats-Unis et demain avec les Etats-Unis, l'Inde et la Chine.

En tout cas, qu'on le veuille ou non, si la mécanique européenne continue à tourner, nous sommes bel et bien, je l'ai dit lors de notre récent petit-déjeuner avec les Ambassadeurs de Pologne, de Hongrie et de la République Tchèque, en **crise** :

- crise institutionnelle et politique,

- crise budgétaire,

- crise du sens et d'appropriation par les peuples de l'idée européenne

Celle-ci est –et de loin– la crise la plus grave et la plus destructrice des efforts du passé et de l'ardente obligation d'un avenir commun, voulu et construit ensemble.

Pouvons-nous continuer à mouliner longtemps la mécanique européenne, dans une Europe, pour une Europe sans Européens ? Car c'est de cela qu'il s'agit aujourd'hui.

Et, de plus, en Europe, d'autres problèmes sont devant nous. Car on ne peut pas fermer la porte à ceux qui y frappent, nous a expliqué **Bronislaw Geremek**. Mais, soyons circonspects nous a-t-il indiqué. En d'autres termes, soyons forts si l'on veut accueillir les faibles. Europe-Puissance ? Oui. Europe navire-hôpital ? Non. Je crains la fatalité qui nous entraînerait vers cette posture. Certes, nous allons réfléchir (sereinement ?) à l'entrée de la Turquie cependant que nous accueillerons la Roumanie, la Croatie, la Bulgarie. Et, pendant ce temps-là, que devient le lien euro-méditerranée dans lequel la France à un rôle à jouer ? Capital.

La France

Que dire qui ne soit banal ! Sinon que la plupart des Français " en veulent " et qu'ils sont excellents, performants, compétitifs dans nombre de domaines.

Mais la vue reste brouillée. **Nous sommes passés d'une société de confiance à une société de méfiance, pire peut-être, du soupçon.** Avons-nous vraiment envie de vivre ensemble dans une société apaisée et de solidarité ? Je n'en suis pas sûr. La montée des extrêmes, le communautarisme, le décalage, peut-être la fracture, entre le peuple et la classe politique, la crise du système éducatif pour ne citer que cela, montrent le contraire. L'Etat, l'Ecole, le Citoyen, bien des interrogations étaient contenues dans ce thème que, début 2005, nous avons soumis à la réflexion du **Philosophe** Luc Ferry qui, devenu **Ministre**, s'est retrouvé face à un mur et à un principe de réalité rétrograde, corporatiste, inquiétant.

Pour paraphraser le Général de Gaulle : " Voyez où risque d'aller la France par rapport à ce qu'elle pourrait devenir ".

Le monde, l'Europe, la France, voilà une terre à labourer pour Géostratégies 2000. Nous le faisons, mais nous ne sommes pas une société savante ou philosophique, ni un centre de recherche, mais un lieu de débat.

Et dans ce que nous avons à débattre, d'autres angoisses sont aussi prégantes que ce que j'ai déjà évoqué plus haut :

- le terrorisme : à défis sans frontière, quelles réponses sans frontières ?

- les Etats-voyous et la prolifération nucléaire

- la corruption, les mafias, le grand banditisme

- les conflits qui ne cessent pas : je pense bien entendu au conflit israélo-palestinien qui continue à pouvoir embraser demain tout le Moyen-Orient, surtout quand un Chef d'Etat, d'un Etat membre de l'ONU, prétend " éradiquer " de la surface de la Terre un autre Etat également membre de l'ONU. On ne souffle pas sur les braises avec un chalumeau (à tête nucléaire ?). Comment ne pas évoquer ici la guerre civile en Irak qui, chaque jour un peu plus, peut dégénérer en guerre régionale ?

Ce ne sont que quelques exemples. Il y en a d'autres.

Ne pas taire les périls

Bien sûr nous l'avons fait en 2005. Dans la droite ligne de ce je viens de dire en 2005, nous avons organisé :

- 2 débats sur l'état du monde, la mondialisation et la gouvernance mondiale, l'un avec Michel CAMDESSUS, ancien Directeur Général du Fond Monétaire International, l'autre avec Robert BADINTER, ancien Président du Conseil Constitutionnel ;

- 2 débats de société, l'un avec Luc FERRY, ancien Ministre, l'autre avec Christian PONCELET, Président de la Haute Assemblée ;

- 2 débats sur le conflit israélo-palestinien, l'un avec Leïla SHAHID, Déléguée générale de l'Autorité palestinienne en France, l'autre avec Nissim ZVILI, Ambassadeur d'Israël en France ;
- 4 débats sur l'Europe avec :
 - Jean-Claude MAILLY, Secrétaire Général de CGT- Force Ouvrière ;
 - Bronislaw GEREMEK, ancien Ministre des Affaires Etrangères de Pologne ;
 - Claudie HAIGNERE, Cosmonaute, ancien Ministre ;
 - Les Ambassadeurs de Pologne (Jan TOMBINSKI*), de Hongrie (André ERDOS) et de la République Tchèque (Pavel FISCHER) (* à noter que Jan Tombinski, empêché, a été remplacé par Jan Ludwig WADOWIK, Ministre plénipotentiaire).

Toutes ces interventions et les débats très riches qui les ont suivies ont été publiés dans nos Lettres, y compris bien entendu celle-ci.

Je n'aurai garde d'oublier que nous avons aussi été invités au Colloque du Conseil économique de Défense sur la défense européenne. Nous espérons que ce Colloque donnera lieu à publication.

Dans nos débats, deux novations :

- **nous avons invité de jeunes lycéens à nos débats.** Nous ne nous contentons pas de " parler " de la crise du système éducatif et du partage de la citoyenneté, mais nous tentons d'apporter une modeste contribution à l'Education nationale : ceux du Lycée Charlemagne faisant un Travail personnel encadré sur Jérusalem ont pu dialoguer avec Leïla Shahid et Nissim Zvili ; en 2004, c'est toute une classe de Terminale du Lycée Jean-Baptiste Say qui a pu débattre avec le Général d'Armée Marcel Valentin sur la réserve citoyenne.

- **Travailler en partenariat** : nous l'avons fait avec l'IRIS ; nous allons recommencer et, je l'espère, en 2006 nous organiserons aussi une manifestation avec l'Association des Anciens de l'IHEDN. Quand il y a volonté de travailler ensemble et de la bonne volonté au quotidien pour le faire bien, cela réussit.

Et demain ? D'ores et déjà quelques pistes :

- la prolifération nucléaire : nous en traiterons le 12 janvier 2006 avec Thérèse Delpech, Chargée des Affaires Stratégiques au Commissariat à l'Energie Atomique, Chercheur-Associé au CERI sur le thème : " Prolifération nucléaire : géostratégie et réalité des risques ".
- En 2006, d'importantes personnalités interviendront à notre profit sur, notamment, les thèmes suivants :
 - " Intelligence économique, manipulation et corruption "
 - " Mafias, grand banditisme et terrorisme : quelles formes d'interaction ? "
 - " Internet et terrorisme "
 - " Corruption, systèmes politiques et avenir de la régulation internationale "
 - " Le couple franco-allemand face à la crise européenne "
 - " Acquis et défis de l'Europe de la Défense et de la Sécurité "
 - " Quelle Europe de la Défense sans politique extérieure commune ? "
 - " Vue de Russie : l'Union européenne, aujourd'hui, demain "
 - " Après la guerre, comment éviter l'incohérence et gérer la paix (Bosnie, Kosovo, Irak...) ? "
 - " Politique industrielle : entre le civil et le militaire ? entre la France et l'Europe ? "
 - " La crise des banlieues : phénomène purement national ? passager ou récurrent ? "
 - " Un service civil : pour quoi faire ? "
 - " Le lien euro-méditerranée : slogan, effets d'annonce et réalité "

Voilà une partie du champ proposé à notre réflexion. Cela se sait et attire sans cesse de nouveaux membres qui veulent participer à notre questionnement collectif. Avec quelque 65 membres nouveaux arrivés cette année sur 320, soit un adhérent nouveau sur cinq, Géostratégies 2000 rajeunit et recueille des exigences et des engagements nouveaux autour de notre philosophie du " rassemblement pour débattre ".

*

Nous sommes divers et dissemblables sur bien des plans, mais unis et animés par une double volonté : écouter, comprendre, échanger, approfondir et, ensuite, chacun avec sa philosophie, ses convictions, participer au débat sociétal dans son cercle ou ses rencontres.

C'est cela notre objectif, notre raison d'être. J'avais dit l'an dernier " taire les périls, c'est les rendre mortels. En débattre, c'est commencer à les combattre ". J'ajoute que si on ne le fait pas, nous sommes voués, à l'autisme, à nous recroqueviller, pour finir par succomber à ces périls que notre silence aura rendu mortels. C'est à quoi je vous convie, encore une fois, car, c'est ici, et ailleurs bien sûr, que peuvent se préparer, s'approfondir, sereinement, mais volontairement, dans et par le partage, une vision pour demain, une action pour aujourd'hui.

SR

Extrait du rapport moral présenté par Serge Rechter, Président, à l'Assemblée Générale de Géostratégies 2000 le 21 novembre 2005. La liste des sujets à traiter tient compte des propositions faites en Assemblée Générale et au cours du Conseil qui l'a suivie.

**« LA REFORME DE L'ONU :
UN VRAI COMMENCEMENT DE GOUVERNANCE MONDIALE ? »
ROBERT BADINTER, SENATEUR DES HAUTS DE SEINE,
ANCIEN PRESIDENT DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL, ANCIEN
MINISTRE**

Pour sa réunion de rentrée, Géostratégies 2000 a reçu le vendredi 23 septembre Robert Badinter, au cours d'un petit déjeuner débat organisé au Sénat. Quelques jours après la clôture du sommet mondial sur la réforme de l'ONU à New York, l'ancien Président du Conseil Constitutionnel, qui faisait partie des seize " sages " français chargés de préparer ce rendez-vous capital, a accepté de venir livrer ses impressions " à chaud " et d'en tirer un premier bilan. Il a reconnu que les résultats n'avaient pas entièrement répondu aux attentes et que certains espoirs étaient restés vains. Mais, il a aussi fait remarquer que des progrès notables avaient été réalisés, souvent ignorés dans les commentaires journalistiques.

Après la crise irakienne, le moment était propice pour tenter de réformer les Nations-Unies, encore prisonnières de leurs structures héritées de 1945, souligne Robert Badinter. Le Comité des Sages, dont j'étais l'un des membres, a publié un rapport comprenant 101 propositions, le Secrétaire Général en a présenté une partie à l'Assemblée Générale en avril-mai 2005, et la discussion politique a commencé. Au départ, nous avions le sentiment de naviguer sur une mer d'huile, note-t-il. Un groupe moteur de trente Etats avait pris en main les discussions, et le consensus semblait proche. Toutefois, à la mi-août, la tempête s'est levée.

M. Bolton, nouveau représentant américain aux Nations-Unies, réputé pour sa réserve, voire son hostilité vis-à-vis de l'Organisation, dépose 400 amendements. Il en résulte un changement radical de climat, le Pakistan et l'Egypte exprimant eux aussi leurs doutes. In extremis, M. Kofi Annan arrache un accord basé sur un consensus minimum, et place Mme Condolezza Rice devant un ultimatum. Elle s'y rallie, ou alors c'est le blocage. Elle choisit la première solution, mais désormais plus personne ne se fait d'illusion, les réformes ambitieuses soutenues par le Secrétaire Général et le Groupe de Trente risquent fort d'être revues à la baisse.

DES BLOCAGES PREVISIBLES ET INEXTRICABLES

Les négociations se sont concentrées sur les trois grands domaines d'intervention de l'ONU, rappelle Robert Badinter. Tout d'abord, **la paix et la sécurité. Sur cette question, l'échec a été cinglant.** Il a été impossible de s'entendre sur une recomposition du Conseil de Sécurité, lieu de toutes les tensions et passions. Pourtant, il y a urgence, l'attribution des sièges permanents ne correspond plus à l'état du monde actuel. En 1945,

l'ONU comptait 59 membres, ils sont désormais 200. L'Afrique est sous-représentée au Conseil de Sécurité. Le Japon, premier contributeur à l'action de l'ONU, y revendique une place. Tout comme l'Inde et le Brésil ; or ces deux grandes puissances se heurtent aux oppositions respectives du Pakistan et de l'Argentine. L'Allemagne, elle aussi, frappe à la porte. Mais, l'Italie ne voit pas cette éventualité d'un bon oeil et de nombreux Etats craignent une sur-représentation de l'Europe. L'octroi du droit de veto complique une situation déjà inextricable. L'étendre serait une aberration, l'abandonner, un suicide politique pour un chef d'Etat, reconnaît Robert Badinter, qui estime que les conditions ne sont pas encore réunies pour aboutir à un début de compromis. **Il n'y a également eu aucune avancée en matière de désarmement et de non-prolifération.** Les propos très fermes du Président iranien ne laissent rien augurer de bon. Et les Américains, qui sont en train d'expérimenter la miniaturisation de leurs armements nucléaires, veulent avant tout la liberté d'action. En revanche, pour ce qui est du **développement durable**, des percées ont été réalisées. La communauté internationale a pris conscience de la nécessité de combattre la famine, le sida, la destruction progressive de l'environnement. Contre toute attente, le Président Bush s'est rallié à cette cause, et s'est engagé à consacrer, à l'horizon 2010, 5% du PNB en faveur de l'éradication de la misère dans le monde. Il s'est même dit prêt à supprimer les aides agricoles, à condition toutefois que ses principaux concurrents, Union Européenne en tête, lui emboîtent le pas... Oeuvrer pour le développement durable, c'est aussi lutter contre le terrorisme, a affirmé Georges W. Bush à l'intention de la population américaine. La France, quant à elle, a réussi à faire valider son projet de taxation de billets d'avion, pour financer entre autres la bataille contre le sida.

DES AVANCEES NOTABLES POUR LES DROITS DE L'HOMME

Le troisième pilier de l'ONU, relatif aux **Droits de l'Homme**, a enregistré de réels progrès, même s'ils ont été sous-estimés par la presse, fait observer Robert Badinter. La reconnaissance officielle du devoir de solidarité à l'égard de populations menacées de génocides ou de purifications ethniques est un point très encourageant, remarque-t-il, tout en insistant sur le fait **qu'il ne s'agit en aucun cas d'un droit d'ingérence, souvent assimilé à du colonialisme par les pays du Sud.** La décision de créer une Commission de Consolidation de la Paix va également dans la bonne direction. Cette institution souple et légère aura pour mission de tenter d'empêcher des pays sortant d'un conflit de rechuter dans la guerre, comme Haïti par exemple. Son noyau dur comprendra des représentants du Secrétaire Général, du Conseil de Sécurité, du FMI et de la Banque Mondiale. S'y adjoindra une sous-commission régionale compétente, dont la composition variera en fonction des zones concernées.

Autre décision importante, la création d'un Conseil des droits de l'homme, pleinement légitime, destiné à remplacer la Commission siégeant à Genève, objet de nombreux scandales, abritant une pléthore d'Etats membres, dont certains sont loin de l'idéal démocratique (Cuba, Lybie...). Toutefois, face à des réactions critiques de certains pays du Sud, qui craignent notamment une mainmise européenne sur ce nouveau Conseil, seul un accord de principe a été émis. La définition des modalités de sa mise en œuvre est confiée à la 60^{ème} Assemblée générale réunie en session jusqu'à la fin décembre. Enfin, le Haut Représentant pour la Commission des Droits de l'homme, actuellement Louise Harbour, qui avait inauguré les fonctions de procureur du TPIY, voit ses pouvoirs renforcés et ses moyens financiers multipliés par deux. Un rapport sur la situation des droits de l'homme, pays par pays, sera désormais publié chaque année, observe Robert Badinter. C'est un moyen de pression efficace, les Etats n'aiment pas être montrés du doigt.

DIVERGENCES INQUIETANTES AUTOUR DE TERRORISME

En revanche, le fait que la communauté internationale n'ait pu s'accorder sur une définition minimale du terrorisme constitue un revers important, déplore Robert Badinter. Ecrire en toutes lettres que tuer des civils de façon systématique pour atteindre des buts politiques, arracher des concessions à des Etats, s'apparente à un crime contre l'humanité, comme la piraterie et l'esclavage, est une première étape indispensable. Ainsi, le terrorisme tomberait sous le coup de la Cour Pénale Internationale, et serait mis hors la loi. Malheureusement, des Etats conduits par l'Algérie et l'Egypte ont fait capoter ce projet, en exigeant qu'il soit lié à la question de la libération des peuples opprimés, au droit à l'autodétermination. Ceci était inacceptable et nous a conduit à une solution de repli détestable. Le bilan est mitigé, fait d'ombre et de lumière, mais un processus a été enclenché, conclut-il, confiant malgré tout en l'avenir.

Comme à l'accoutumée, un débat riche et passionnant, animé par Serge Rechter, a prolongé le captivant exposé de Robert Badinter.

Général de Corps d'Armée Xavier de Zuchowicz (Gouverneur militaire de Paris, Commandant de la Région Terre Ile de France) : *L'ONU est toujours la représentante des vainqueurs de 1945. Comment faire pour aider les autres Etats à y trouver leur place ?*

Xavier de Villepin (ancien Président de la Commission des Affaires Etrangères, de la Défense et des Forces Armées au Sénat) : *Je partage le point de vue du Général. Dans un monde chaque jour plus dangereux (avec des pays incontrôlables comme l'Iran, la Corée du Nord...), le désaccord sur la restructuration du Conseil de Sécurité me paraît très inquiétant. Par ailleurs, le scandale " pétrole contre nourriture ", qui a touché de nombreux pays (dont la France) est un indice de la détérioration du système onusien, et donne des arguments à M. Bolton. Enfin, il est désolant que la communauté internationale s'entende sur une résolution qui condamne le terrorisme, mais ne parvienne pas à trouver un accord sur une définition !*

Le Conseil de Sécurité doit être élargi, c'est une condition indispensable pour permettre une représentation plus égale. Mais, ceci est très complexe. Les Etats ont des réactions très fortes, quand leurs intérêts sont en jeu. Les Chinois, par exemple, ont un discours constructif et font preuve d'une grande générosité à l'égard de pays en difficulté. Ils leur offrent des crédits sans contrepartie, semant ainsi pour le futur. Mais, parallèlement, l'arrivée du Japon et de l'Inde au sein du Conseil de Sécurité, leur causerait un grand désagrément. L'élargissement aura lieu, c'est inéluctable. Mais, l'identification des bénéficiaires des nouveaux sièges permanents suscitera des passions très difficilement surmontables. Il y a tant de rivalités en présence. L'ONU est un forum irremplaçable, sans lui, rien n'est possible, même pour les Etats-Unis. Mais, sans eux, rien non plus n'est possible... Pour ce qui est du terrorisme, la prise de conscience est réelle. C'est le conflit israélo-palestinien qui provoque le blocage. Tant que la paix ne sera pas signée, les Etats arabes ne voudront pas condamner le recours au terrorisme par les Palestiniens. Toutefois, commettre un attentat meurtrier contre des populations civiles dans un environnement civil est un crime terroriste, ce n'est pas un acte de résistance.

Pavel Fischer (Ambassadeur de la République Tchèque à Paris) : *Est-il raisonnable d'envisager la création d'un siège commun pour l'Union Européenne au Conseil de Sécurité ? Quelles conditions seraient requises ?*

Le droit est la plus puissante école de l'imagination, mais, il y a des limites... Il faudrait d'abord que l'Europe se soit " constituée ". A supposer qu'une Constitution européenne voit le jour, et qu'un Ministre des Affaires étrangères européen soit nommé, cela déboucherait-il sur une place au Conseil de Sécurité ? Certainement pas, sauf si cette Constitution créait un Etat Fédéral Européen. Mais, ceci est irréalisable actuellement, les pays européens tiennent trop à leurs prérogatives nationales, qu'ils défendent bec et ongles.

Jacques Lutfalla (Secrétaire Général des Anciens Elèves du Lycée Charlemagne) : *L'équilibre de la terreur, basé sur la dissuasion nucléaire, a garanti la paix entre les Etats-Unis et la Russie. Pourquoi vouloir à tout prix la signature d'un traité de non prolifération ? Ne peut-on faire confiance au pouvoir égalisateur de l'atome ?*

Serge Rechter (Président de Géostratégies 2000) : *Ceci est bel et bon ! Mais les Etats voyous, cela existe. Et si la dissuasion du fort au fort et même du faible au fort a joué son rôle, la dissuasion du fort (ou du faible) au fou, vraiment, je ne vois pas ! Sans parler de la prolifération des missiles et de la miniaturisation des armes radioactives.*

Les Etats voyous, et les chefs d'Etat fanatiques comme Hitler ! Il y a un risque de recours effectif à l'arme nucléaire. Il faut maintenir la vigilance, la pression de la communauté internationale. Le risque est plus grave que ce qui est généralement ressenti. Il est extrêmement simple de passer du nucléaire civil au militaire. Des sous-produits, comme des armes radioactives, entre les mains de terroristes, provoqueraient un désastre d'une ampleur insoupçonnée. Des simulations ont eu lieu dans des capitales occidentales. Cela entraînerait une onde de choc, une déstabilisation de l'économie mondiale, la destruction de milliers d'emplois. **L'équilibre de la terreur n'a aucune signification pour Ben Laden. Ce qui l'intéresse, c'est uniquement la terreur.**

Général d'Armée Bertrand de Lapresle (Vice-Président de Géostratégies 2000, ancien Gouverneur des Invalides) : *Peut-on espérer des avancées en matière de justice internationale, si le Conseil de Sécurité reste constitué par les vainqueurs de 1945 ?*

La justice pénale internationale a accompli de gros progrès depuis 1991 et la fin de la guerre froide. Des criminels ont été poursuivis en ex-Yougoslavie, au Rwanda. Pourtant, la création de la Cour Pénale Internationale de La Haye a rencontré de sérieuses difficultés. Elle a dû faire face à l'indifférence de la Chine et de l'Inde (qui n'ont pas signé) et surtout à l'hostilité des Etats-Unis. Ces derniers la rejettent, tant que l'immunité des forces américaines ne sera pas reconnue. Une résolution a même été votée, autorisant le Président des Etats-Unis à recourir à la force pour libérer des Américains emprisonnés à La Haye. Mais, ceci est un faux procès. Si un officier supérieur américain commettait des actes criminels, cela relèverait de la juridiction nationale. La Cour Pénale Internationale n'intervient qu'à titre substitutif, lorsqu'il n'y a pas de juridiction compétente. La réalité est tout autre. Il arrive aux Américains d'engager des forces spéciales pour des actions peu conformes au droit international. Si après enquête, celles-ci étaient jugées coupables de crimes contre l'humanité, des poursuites s'ensuivraient. Une enquête serait menée par le Congrès, il y aurait une grave crise entre les pouvoirs législatif et présidentiel. Cela pourrait entraîner des conséquences politiques d'une trop grande ampleur pour le Président des USA. D'où le blocage. Le prochain test pour la justice internationale sera le procès de Saddam Hussein. Je crains que nous assistions à un échec technique programmé, plutôt qu'à une réussite à la Nüremberg ...

Marie-Clotilde Hungray

(Propos non revus par les intervenants)

Un homme de passion ; un exposé fort ; la voie n'est certes pas fermée pour une Société-Monde. Mais pour quand et à quel prix ?

" LES ENJEUX GEOSTRATEGIQUES DE L'ESPACE POUR L'EUROPE "

CLAUDIE HAIGNERE, COSMONAUTE, ANCIEN MINISTRE

Le jeudi 13 octobre, Géostratégies 2000 a invité Claudie Haigneré, Cosmonaute, ancien Ministre Délégué à la Recherche et aux nouvelles Technologies, puis aux Affaires Européennes, à venir débattre des enjeux que doit relever la construction spatiale européenne, à l'aube du XXIème siècle. Soulignant les possibilités, mais aussi les contraintes qui pèsent sur la construction européenne dans le domaine spatial et stratégique, elle a démontré l'absolue nécessité de plus et mieux d'Europe. Un impératif pour renouer avec une politique ambitieuse et pour retrouver une vision stratégique forte, qui s'est dangereusement affadie avec le temps, et qui s'avère indispensable face à la suprématie américaine et à la montée en puissance de nouveaux concurrents, comme la Chine et l'Inde.

Mon propos sera de recadrer la politique spatiale européenne, en tenant compte des nouveaux enjeux qui apparaissent, affirme Claudie Haigneré, qui relate en quelques phrases son brillant parcours.

Sélectionnée comme astronaute par le CNES en 1985, elle commence en 1992 une série d'entraînements à la Cité des Etoiles près de Moscou et en 1996 réalise une mission de seize jours à bord des vaisseaux Soyouz et de la station spatiale Mir. Sa carrière prend ensuite une nouvelle orientation, elle entre en juin 2002 dans le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin où elle occupe successivement deux portefeuilles : la Recherche et les Nouvelles Technologies, puis les Affaires Européennes. J'ai désormais réintégré la communauté spatiale, pour défendre deux thèmes qui me tiennent à cœur. **Je suis convaincue, en effet, que l'Europe a besoin de l'espace, et que l'espace en Europe doit sortir de sa crise de croissance pour s'affirmer dans sa maturité**, souligne Claudie Haigneré, avant un bref rappel historique. Il y a d'abord eu la course entre les Etats-Unis et l'URSS pour la **conquête** de l'espace, et de l'espace **habité**, souligne-t-elle. Puis, le **développement de l'espace utile** et ses prolongements commerciaux, la compétition indus-trielle. Avec la fin de la guerre froide, de nouveaux challengers sont entrés dans la course, mais toute tentative de structurer une coopération sur les grands défis mondiaux semble très compliquée. La Station Spatiale Internationale est très difficile à exploiter et l'Europe est encore très dépendante des USA. Dès le début des années 60, la France a démontré une volonté politique dans ce domaine. En 1961, le CNES a vu le jour, puis en 1965, le premier lanceur Diamant. Elle a entraîné l'Europe depuis 40 ans avec l'ESRO et l'ELDO, puis la création, voilà trente ans, de l'Agence Spatiale Européenne, dans un souci jusqu'à récemment dominé par l'impératif de souveraineté techno-logique.

UN ENJEU POLITIQUE EUROPEEN

Mais, désormais, l'espace, l'Europe et le monde changent. Conçu au départ pour être au service du prestige, de la puissance économique et militaire des Etats, **l'espace doit maintenant se mettre au service du citoyen individuellement et de l'humanité globalement**. L'Europe doit reconquérir le support politique et le support citoyen qui seront le socle de sa pérennité. **Or les réalisations spatiales ont été conduites séparément du processus de construction européenne** Face à une super puissance mondiale, les USA, à de nouveaux concurrents asiatiques (la Chine accom-plit des progrès très rapides : des astronautes chinois ont été lancés cette nuit même) et à la Fédération de Russie qui reprend ses ambitions, l'Europe s'interroge. Les enjeux évoluent avec la mondialisation irréversible et la globalisation des informations. **Les défis sont sans frontières**. Les questions liées à l'environnement (ressources, eau), au développement durable (éducation, santé, pauvreté) et à la sécurité (terrorisme, criminalité) sont cruciales. L'Europe tente de s'adapter, de relancer la dynamique spatiale. L'Union Européenne a publié un livre blanc et travaille en coopération avec l'Agence Spatiale Européenne ; l'Agence Européenne de Défense a été mise en place. Des pistes sont lancées, mais malheureusement, aucun grand projet n'a vraiment abouti, déplore Claudie Haigneré. **Pourtant, l'Europe a besoin de l'espace et le temps presse pour l'Europe**. C'est un sujet central pour l'Europe politique. Trop souvent, c'est encore la souveraineté technologique nationale, avec des applications en matière de défense et de sécurité, qui prédomine. Pourtant, lors du sommet de Lisbonne, l'Union Européenne a clairement reconnu que la politique spatiale est un enjeu hautement politique, stratégique, fédérateur, transversal, sectoriel, industriel, économique et scientifique. Ceci justifie une impulsion politique au

plus haut niveau, celui du Conseil européen. Si ce **saut politique** se réalise, il sera alors possible de fédérer une vision européenne, respectueuse des Etats nations européens et prise en compte par l'ensemble des partenaires internationaux. Cet objectif apparaissait d'ailleurs dans l'introduction de la Constitution, soumise au référendum du 29 mai 2005, observe Claudie Haigneré, qui désire ardemment **la mise en place d'un comité stratégique et politique pour les questions spatiales au niveau de la présidence européenne** qui préparerait une prospective de la gouvernance spatiale européenne à 30 ans. La politique spatiale européenne doit être un pôle attractif pour les autorités publiques civiles et militaires, comme pour les partenaires privés industriels et commerciaux. Sans remettre en cause les besoins vitaux **spécifiquement nationaux** de la politique spatiale de défense et de sécurité, les Européens –en mettant en commun leurs res-sources– doivent parvenir à étendre et à

améliorer l'efficacité des domaines de **la politique spatiale européenne** de défense et de sécurité. **Il nous faut plus et mieux d'Europe**, souligne Claudie Haigneré. Le sujet spatial le requiert avec acuité, il peut aussi en être le promoteur dans sa transversalité. La communauté spatiale doit proposer une vision à la communauté européenne et internationale, une alternative à la "space dominance" américaine. La souveraineté technologique, qui était notre ambition de départ, a montré ses limites. Il faut imaginer une nouvelle souveraineté européenne, axée sur l'accès et la disponibilité des services, avec un environnement législatif, réglementaire et normatif incitatif et s'intégrant dans une vision générale : **" Europe in space : sharing and shaping the future "**. Elle se situerait à la pointe de l'aventure technique et scientifique, ainsi que de la gouvernance mondiale. Les gouvernements doivent reconnaître que le succès de l'Europe et sa compétitivité sur terre sont étroitement liés à ses réalisations dans le domaine spatial.

IMPULSER UN SOUFFLE NOUVEAU

L'espace européen doit réagir, affronter sa crise de croissance, et de performance. Il ne faut pas en imputer la faute uniquement aux leaders politiques. C'est à la communauté spatiale de proposer une vision, les projets qui l'alimentent et une organisation plus efficace. Cela devrait engendrer l'impulsion politique tant attendue. Mais cela nécessitera de la **persévérance, des efforts et des mutations**. De la **persévérance** parce que trop de réflexions et rapports restent sans suite. Ainsi la compétence spatiale partagée des Etats-membres avec l'Union européenne n'est pas encore acquise dans les textes. Le rendez-vous ministériel qui sera consacré à l'espace en décembre 2005 doit être réussi, insiste Claudie Haigneré. Les différents acteurs de la communauté spatiale (publics et privés, civils et militaires, intergouvernementaux et communautaires) doivent faire **l'effort** de travailler ensemble efficacement. Ils ont à promouvoir intelligemment leurs outils et leurs services auprès des utilisateurs, convaincre les dix nouveaux Etats-membres, encore peu sensibilisés à la question, du bien fondé de cette politique, et la présenter comme très utile pour leur intégration. **Des mutations dans la façon de penser s'imposent**. Il faut réfléchir en termes de missions à remplir. Au service du développement économique, de la solidarité, de la sécurité. Il doit y avoir convergence des informations dans le spatial et en dehors, pour la surveillance des frontières européennes, par exemple. **Des changements doivent aussi s'opérer dans la manière d'agir**. Il faut privilégier la coopération, le partenariat, les alliances, favoriser la compétitivité industrielle, développer l'économie des services dérivés de l'espace. L'espace est devenu incontournable dans la vie quotidienne, tout en restant un lieu de **découverte et de rêve**. Le potentiel des activités spatiales est énorme, dans l'accès à l'information, son exploitation et sa distribution, piliers d'une société consciente et responsable. L'espace y contribue dans toutes ses dimensions, télécommunications, positionnement et navigation, observation de la Terre, de l'Univers. Ces approches sont en phase avec les grandes politiques de développement européen. Pourquoi donc y a-t-il si peu d'avancées, s'inquiète Claudie Haigneré ? A cause de lourdes contraintes, une gouvernance complexe, de budgets publics insuffisants, un manque de dialogue, de cohésion et de synergies entre les différents acteurs, qui laissent peu de visibilité aux projets.

TRANSFORMER LES PROJETS EN REUSSITES

Il y a urgence à réagir, s'alarme-t-elle. N'attendons pas la gouvernance idéale, le budget idéal. Les compétences sont en danger, les ressources humaines se démobilisent. Il faut former de nouvelles générations, leur transmettre nos savoir-faire spécifiques. Tandis que les autres puissances spatiales avancent, l'Europe piétine. Il faut veiller à la pérennité de nos engagements, à la sécurisation de nos ambitions. Nous devons miser sur des projets prometteurs qui tireront l'Europe vers le haut et il en existe. Outre Galileo –système européen de navigation et de positionnement– qui est déjà engagé et dont nous attendons un premier lancement en 2006, nous espérons beaucoup du GMES (système global de monitoring de l'environnement, avec son apport en matière de politique de sécurité). Il y a aussi Alphasat en télécommunications, la consolidation des lanceurs Ariane 5 et Vega, le programme des lanceurs futurs et les grands programmes scientifiques avec les missions Rosetta, Smart I, Mars Express, Venus Express. Enfin, l'exploration spatiale dans des composantes robotique et humaine, les programmes de démonstrateurs nécessaires aux innovations technologiques. Parallèlement à ces

programmes européens de l'ESA, il faut aussi citer les programmes français, qui sont des moteurs pour nos partenaires. Comme par exemple les lancements d'Hélios, d'Essaims, et attendu impatientement celui de Syracuse3 A ; Calypso qui va rejoindre le train " A-Train " d'analyse du climat. Des réflexions intéressantes ont eu lieu à l'initiative de la France sur l'observation de la Terre, mais n'ont pas abouti, par manque de vision transversale, de culture spatiale au niveau européen, à cause aussi d'engagements financiers beaucoup trop timides. Des points positifs existent pourtant, comme la mise en œuvre d'une meilleure synergie entre le CNES et la DGA. C'est un point essentiel, car l'apport du spatial aux objectifs de sécurité civile et militaire est un élément majeur pour l'avenir. Le tsunami, les tremblements de terre récents ont prouvé qu'il n'existe encore qu'un embryon de prise de conscience du rôle du spatial dans la prévention et la gestion des crises. Deux opportunités politiques se présentent : le Conseil Espace pour avancer tout particulièrement sur GMES et la réunion ministérielle de décembre prochain. Nous souhaitons vraiment qu'elles pourront déboucher sur une impulsion plus politique et plus concrète. Les institutions spécialisées (CNES, ESA, AED), les industriels, les parlements européen et nationaux ont un rôle à jouer, tout comme le Conseil européen et la Commission, pour ancrer la politique spatiale dans toute sa transversalité et la mettre à disposition de la société.

Penser subsidiarité est un point capital de toute politique française et européenne. Le fait que des programmes spatiaux nationaux cohabitent avec un programme européen est un facteur positif plus qu'un frein. Il faut des initiatives cohérentes, synergiques, voire complémentaires, avec toujours pour objectif, une souveraineté nationale au service d'une souveraineté euro-péenne. L'exploration spatiale doit savoir garder sa part de rêve et d'enthousiasme. Il y a trop peu de domaines de recherche qui gardent cette capacité d'enchantement et d'émerveillement. Mais, pour avoir la tête dans les étoiles, il faut garder les pieds sur terre ..., conclut Claudie Haigneré.

Le très substantiel exposé de Claudie Haigneré s'est prolongé par une discussion passionnante animée par Serge Rechter.

Laurence Dors (Secrétaire Général EADS – Vice-Présidente de Géostratégies 2000) : *Pourquoi ne parvenons-nous pas à construire une véritable Europe spatiale ? Y a-t-il un problème de leadership, un excès de partenaires, d'intervenants ? Par ailleurs, le fossé qui sépare les Etats-Unis et l'Europe est-il technologique ou n'est-ce qu'un simple " gap " de moyens ? Si tel est le cas, la faiblesse de nos budgets ne risque-t-elle pas de provoquer une mise à l'écart quasi-définitive de l'Europe ?*

Yves Gutman-Lajeunesse (Directeur honoraire à l'Assemblée Nationale, Vice-Président de la SNPN) : *Quels sont les enjeux concrets du rendez-vous politique de décembre 2005 ? Quels obstacles devront être levés pour obtenir le succès de cette réunion ?*

Alain Bories (Deputy Director de Thales) : *Comment voyez-vous l'intégration de l'Agence Spatiale Européenne dans la stratégie spatiale de l'Union Européenne ? Comment concilier l'intergouvernemental et le communautaire ?*

Général Pierre Warme (Conférencier) : *Y a-t-il de l'argent ? Combien, où et comment dans une Europe hétérogène ?*

Nous devons définir les responsabilités au sein de l'Europe spatiale. Il faut savoir tirer le meilleur parti de la présence de partenaires multiples. Nous disposons d'outils performants. La communauté spatiale

doit présenter un projet bien construit, savoir le rendre prioritaire et incontournable pour le monde politique. C'est ainsi que les chefs de gouvernement s'engageront en sa faveur. Concernant le budget, il est vrai que l'on espère toujours un accroissement des contributions nationales et européennes. Mais, le spatial ne doit pas dépendre uniquement du Ministère de la Recherche. Il intéresse également les secteurs de l'environnement, de la défense, de la sécurité. Cela doit se faire dans un cadre cohérent. Nous devons réfléchir à de nouvelles formes de budget, envisager de nouvelles sources de financement, des partenariats entre le public et le privé. Mais, ceci est complexe car c'est un domaine spécifique, qui implique des prises de risque importantes. Nos moyens sont-ils à la hauteur de nos ambitions ? Nous nous heurtons à des limites concernant les problèmes budgétaires et le développement technologique. Notre but est de nous poser en partenaires indispensables, même si nous ne pouvons revendiquer une indépendance complète. Le fonctionnement de l'Agence Spatiale Européenne et de l'Agence Européenne de Défense et d'Armement doit être clarifié. Nous

devons trouver l'articulation adéquate entre ces deux institutions, faire évoluer notre doctrine, montrer que nous nous intéressons aussi aux autres pays, notamment du Sud. Je suis pragmatique et résolument optimiste, en dépit des progrès fulgurants des Chinois qui viennent de lancer leur second vol habité et développent un important programme lunaire. Ils ont accompli un raccourcissement des étapes, qui est fantastique.

Gérard Corré (Membre du Conseil Général des Technologies de l'Information) : *Quelles sont les technologies sensibles sur lesquelles l'Europe va perdre pied, si elle ne développe pas une activité spatiale adéquate ?*

Cela concerne les technologies de l'information, de la communication, leur exploitation et leur distribution. Ce sont des défis majeurs au sein de notre société, plongée dans la mondialisation et dans la globalisation.

Colonel Jean-Louis Cerisier (Etat-Major des Armées) : *L'accès à l'espace n'est-il pas devenu trop coûteux pour certains services accessibles désormais par des drones, notamment dans le domaine militaire. Quel est votre point de vue sur la militarisation de l'espace des Américains ?*

Je ne suis pas ici pour " vendre l'espace à tout crin ". Chacun regarde encore trop dans son secteur, il faut des concertations. La question de la surveillance des frontières en est un exemple. C'est un enjeu qui concerne la politique spatiale, mais elle est loin d'être la seule impliquée pour parvenir à des réalisations. Pour ce qui est de la militarisation de l'espace, il y a bien sûr le côté offensif, mais il y a aussi l'aspect " sécurisation de l'infrastructure spatiale ". C'est un enjeu majeur de notre monde, auquel nous devons tous participer.

Jean-Louis Pierrel (Consultant - IBM France) : *La Russie est-elle européenne ? N'est-il pas indispensable de prouver une souveraineté spatiale européenne complète en envoyant des spationautes européens, via un lanceur européen ?*

Philippe Marchat (Inspecteur Général des Finances) : *Que peut-on attendre d'un partenariat avec la Russie ? Cela constituerait-il une forte valeur ajoutée ? Quel effet peut avoir l'élargissement sur la construction spatiale européenne ?*

François-Xavier Martin (Vice-Président – Crédit X Mines ; Secrétaire Général et Trésorier de Géostratégies 2000) : *Quelle peut-être l'influence*

du changement de gouvernement allemand sur la politique spatiale européenne, compte tenu du poids financier de ce pays ?

Les dix nouveaux Etats membres sont une source d'hétérogénéité supplémentaire, mais aussi d'enrichissement. Il y a bien sûr des menaces d'éparpillement, de déstructuration, mais ces nouveaux

partenaires, particulièrement les Polonais, les Tchèques et les Hongrois, se montrent intéressés par la politique spatiale. C'est à nous de savoir les intégrer. L'espace doit être pris en compte dans la réussite de l'élargissement. Concernant la Russie, tous les éléments ne sont pas encore stabilisés. Il faut mettre en place des phases transitoires jusqu'en 2008. Peut-on envisager un partenariat stratégique ? Les Russes ont testé de multiples systèmes, ils possèdent une très grande richesse technologique. Il faut songer à coopérer avec eux. Faut-il les suivre dans leurs propositions de nous associer à leurs vols habités ? Les Etats-Unis, de leur côté, relancent leur programme d'exploration planétaire (sur la Lune et vers Mars). Ils vont développer de nouveaux types de lanceurs. L'arrêt de la navette est prévu pour 2010. Que se passera-t-il après ? De nombreuses incertitudes subsistent. Face à l'alternative américaine, nous pourrions avancer conjointement avec les Russes, établir un véritable partenariat. Nous devons devenir des partenaires acteurs et non pas de simples acheteurs, comme nous l'avons été avec les Américains. Il est difficile de savoir s'il y aura un jour un spationaute européen dans un lanceur européen. J'ai moi-même été recrutée comme astronaute en 1995 à l'occasion de la mission Cassiopée. C'était une période euphorique, marquée par les projets Hermès. Il faut aussi optimiser la Station Spatiale Internationale, y réaliser des investissements, y installer des laboratoires. L'Europe se montre également ambitieuse avec son programme Aurora d'exploration planétaire. Aucun projet n'est à exclure a priori. On peut imaginer une fusée européenne russe qui serait lancée de la base de Kourou en Guyane... Difficile de prédire ce que la gouvernance internationale privilégiera. Il en va de même pour les Chinois. Ils sont partis sur un schéma d'affirmation nationale, qui est normale au départ. Mais, qui peut dire comment leur politique spatiale va évoluer ?

Alberto Muñoz (Proviseur du Lycée Charlemagne) : *Autrefois, on disait cosmonaute à l'Est, astronaute à l'Ouest. Naguère, on a parlé de spationautes pour la France. Aujourd'hui, les journalistes parlent de " taikonautes " chinois. Vous qui avez le sens de la formule et des langues,*

vous n'employez qu' " astronaute ". Est-ce pour contribuer au " Shaping and Sharing the future " que vous appelez de vos vœux ?

Lorsque j'ai été sélectionnée dans le cadre du projet européen, c'est le terme " spationaute " qui a été choisi, car il représente la globalité. Puis, pendant mon entraînement à la Cité des Etoiles, je suis devenue " cosmonaute ", et maintenant, je parle " d'astronaute ". L'important, dans toute cette affaire, est qu'il s'agit d'une aventure humaine fantastique, accomplie par des hommes et des femmes merveilleux. Il ne faut pas oublier que dans notre monde où l'information et le virtuel

prédominent, ce sont les êtres humains qui constituent la principale richesse. Il faut garder l'expérience du corps, l'homme doit rester au centre de tout.

Marie-Clotilde Hingray

(Propos non revus par les intervenants)

*Un exposé passionnant et stimulant. Un débat animé. Des échanges de haut niveau. Cosmonaute, Ministre Déléguée à la Recherche et aux nouvelles Technologies, Ministre Déléguée aux Affaires Européennes. Quel parcours ! **Enfin** Claudie Haigneré n'est-elle pas surtout **Ministre du Futur** ?*

**« TROIS NOUVEAUX ETATS-MEMBRES DE L'UNION ET LA CRISE
EUROPEENNE »**

**S.E ANDRE ERDOS, AMBASSADEUR DE HONGRIE
S.E PAVEL FISCHER, AMBASSADEUR DE LA REPUBLIQUE
TCHEQUE ET
JAN LUDWIG WADOWIK, MINISTRE PLENIPOTENTIAIRE DE
POLOGNE A PARIS**

Le mardi 15 novembre, au Sénat, Géostratégies 2000 a reçu les ambassadeurs de trois nouveaux Etats-membres de l'Union Européenne : S.E André Erdos pour la Hongrie ; S.E Pavel Fischer pour la République Tchèque et Jan Ludwig Wdowik, Ministre plénipotentiaire à l'Ambassade de Pologne à Paris, représentant l'Ambassadeur Jan Tombinski, empêché. Ils se sont exprimés devant une salle comble dans laquelle on remarquait notamment Edmond Alphandéry et Alain Richard, anciens Ministres, René André et Denis Badré, tous deux respectivement Vice-Présidents de la Délégation Européenne pour l'Assemblée nationale et pour le Sénat, Xavier de Roux, Député, le Vice-Amiral d'Escadre François Dupont, Directeur de l'IHEDN, Stéphane Hessel, Ambassadeur de France, le Président Xavier de Villepin et Philippe Herzog, ancien Député européen, Président de Confrontations Europe.

Heureux d'avoir retrouvé l'Europe dont la cruauté de l'Histoire du XXème siècle les avait séparés, ils ont exprimé leurs sentiments et leurs interrogations sur cette Union, en panne, plongée dans une grave crise institutionnelle, politique, budgétaire, et doutant de son identité profonde. **Une Europe sans Européens** comme s'est publiquement interrogé Serge Rechter ? Portés par un stimulant optimisme de raison, ils ont affirmé leur volonté d'être considérés comme des acteurs à part entière et d'approfondir cet élargissement encore inachevé. Ils ont aussi appelé tous les peuples de l'Union à se retrouver autour de leurs racines politiques, culturelles et historiques communes, et à se réapproprier ainsi cette idée européenne, qui fait si cruellement défaut. Mais ils ont lancé aussi nombre d'appels à l'Union et à ses " citoyens ".

S.E André Erdos, Ambassadeur de Hongrie, a lancé la réflexion en brochant un bref rappel historique. Le changement de la donne géostratégique mondiale, à la fin des années 80, a entraîné une refondation de la Hongrie, souligne-t-il. Elle

s'est convertie au système du multipartisme, à l'économie de marché ; la mentalité et la psychologie des habitants se sont transformées. **Mais, tout ceci ne s'est réalisé qu'au prix de grands sacrifices et d'une forte volonté politique de la part de la population. " Nous avons fait en une décennie ce que vous mis plusieurs siècles à construire "**. Par ailleurs, chaque démocratie populaire avait sa propre spécificité, les styles de gouvernement et les conditions de vie variaient beaucoup. Nous nous sommes appuyés sur nos caractéristiques nationales pour faire bouger les régimes. L'un de nos premiers gestes a été de nous rapprocher des clubs occidentaux, que sont l'OTAN et l'Union Européenne. Ils représentaient une garantie de démocratie, de sécurité, une promesse de prospérité économique, une protection contre les dérapages nationalistes. Et surtout, cela scellait nos retrouvailles historiques avec l'Europe. Les perspectives d'entrée dans l'Union Européenne ont été un moteur

extraordinaire, à la fois sur un plan intérieur et international. Les réformes entreprises nous ont permis de régulariser nos relations avec

nos voisins. Mais, cette transition historique s'est déroulée dans un environnement extérieur très défavorable. Nous avons perdu le grand marché soviétique, où nous écouillions tous nos produits. Nous avons subi la terrible guerre de Yougoslavie, qui a eu des retombées économiques importantes, notamment avec l'interdiction de toute navigation internationale sur le Danube. Malgré tout, nous avons réussi à surmonter ce contexte houleux. **Le rejet français, puis néerlandais du référendum en mai-juin 2005, nous a fait l'effet d'un choc et a provoqué une grande tristesse. Mais nous nous refusons à penser qu'il puisse s'agir d'un désaveu de l'idée européenne,** l'Europe continue tout de même à fonctionner. Nous avons organisé un débat national en Hongrie sur ce sujet, nous menons un travail de pédagogie et de compréhension sur les grandes questions du XXIème siècle. Nous avons toujours cru à un projet politique européen, mais nous nous rendons compte qu'il est très difficile à mettre en œuvre. **Toutefois, nous ne souhaitons pas que l'Europe s'aligne sur le plus petit dénominateur commun.** Nous approuvons les coopérations renforcées transparentes, les mariages de circonstances, s'ils ne sont qu'une étape sur la voie d'un plus grand rassemblement. Le processus d'élargissement s'inscrit dans l'intérêt stratégique de l'Union Européenne, la Bulgarie, la Roumanie et la Croatie doivent nous rejoindre. La reprise intégrale de l'acquis communautaire est toutefois capitale, sinon il y a risque de dilution de la qualité de l' "entreprise " Europe.

S.E Pavel Fisher, Ambassadeur de la République Tchèque, a ensuite pris la parole pour insister, tout d'abord, sur **la crise du sens** que traverse l'Union Européenne. L'intégration européenne a été, pour notre pays, une force d'attraction et de pacification. Elle nous a permis une remise à niveau politique, économique et culturel. Nous, jeunes sportifs, nous participions à une équipe gagnante. Et puis, tout à coup, nous nous sommes retrouvés assaillis par le doute, à la veille d'un match important à disputer. Mais nous comprenons ce doute, cette quête, ces contradictions, nous nous sentons à l'aise au sein de la maison " Europe ", nous partageons la même culture. Les Tchèques sont très favorables aux institutions européennes, ils leur accordaient même une confiance supérieure à celles qu'ils plaçaient dans leur propre système. Malheureusement, après le référendum, elle s'est effritée et ternie, remarque-t-il. La donne a changé. Les Français, fondateurs, ont douté du projet européen. Or la quête du sens, du concept contribue au patrimoine et la richesse culturelles de la France. Chez nous, au contraire, la parole a été dévalorisée par les discours fleuves des soviétiques, nous recherchons le sens d'une manière plus pragmatique. Nous étions fascinés par l'idée de l'Europe puissance. Là encore, le rejet du Traité Constitutionnel a entraîné un effritement de la politique étrangère commune, l'engrenage s'est grippé. Nous adhérons également à votre vision sociale. En République Tchèque, le tissu social s'est maintenu, il n'y a pas de pauvreté massive. Pour nous, le libéralisme correspond plus à un signe d'attachement à la liberté qu'à une conception politique. Mais nous accordons une grande importance à l'Etat-Providence et à sa refondation. **Nos sensibilités sont les mêmes que les vôtres.**

Dernier intervenant avant le débat général, Jan Ludwig Wdowik, Ministre plénipotentiaire de Pologne à Paris, s'est demandé s'il existait vraiment une crise européenne globale. Certains pays sont confrontés à de graves problèmes, mais d'autres se portent mieux, observe-t-il. Les institutions continuent à fonctionner, vaille que vaille. L'Europe a déjà surmonté d'autres crises, celle de la " chaise vide " en 1965 ; celle de la " vache folle ", en 1996, qui a bouleversé la politique agricole commune. Elle a aussi fait face à des crises monétaires régulières. Par ailleurs, le Traité constitutionnel avait-il toute l'importance cruciale qu'on lui prêtait ? Il rassemble des traités existants, introduit quelques changements comme la nomination d'un Ministre des Affaires Etrangères, mais n'est pas primordial en termes de fonctionnement. Le Traité de Maastricht revêtait à mes yeux une tout autre dimension. Il posait notamment les jalons pour la future Union Economique et Monétaire. L'historien ne retiendra que l'élargissement de l'Union Européenne, il n'évoquera pas de crise, et remarquera que des jalons ont été posés pour un développement économique stable et une amélioration du niveau de vie. Certes, reconnaît-il, de grands pays comme la France, l'Allemagne et même la Grande-Bretagne

affrontent une situation délicate, aggravée par la mondialisation sauvage. Mais, ces épreuves pourraient être une opportunité pour revaloriser leur position au sein de l'Union, pour créer des alliances, lancer des coopérations renforcées ...

Ces exposés liminaires ont été suivis d'un débat très ouvert et animé, conduit par Serge Rechter, après qu'il ait fait remarquer qu'il n'était pas certain, s'agissant du référendum du 29 mai évoqué à plusieurs reprises par les intervenants, que les Français avaient de fait répondu à la question posée sur le Traité lui-même, mais à une autre ou à plusieurs autres... situées hors de toute culture référendaire ...

Xavier de Villepin (ancien Président de la Commission des Affaires Etrangères, de la Défense et des Forces Armées du Sénat) : On ne peut nier que le " Non " français au référendum révélait des inquiétudes quant au processus d'élargissement. Ne pensez-vous pas que l'on pourrait étudier des partenariats privilégiés avec certains pays candidats comme ceux des Balkans, ou du Caucase ? Et mener une réflexion un peu plus approfondie sur l'avenir de l'Europe ?

S.E André Erdos : L'entrée de dix nouveaux membres est un gros morceau. Mais, je suis intimement convaincu que cette évolution sert les intérêts stratégiques de l'Europe. Je ne suis pas partisan d'un élargissement à l'infini, mais appuie fermement la candidature des pays frontaliers de la Hongrie. Nos voisins roumains doivent satisfaire aux critères de Copenhague, nous allons tout faire pour les aider dans cette tâche, deux millions de Hongrois vivent en Roumanie, leur entrée dans l'Union est vitale pour nous. L'élargissement est un remède aux doléances et aux blessures laissées par l'Histoire. La France et l'Allemagne, qui se sont fait maintes fois la guerre, donnent maintenant l'impulsion à l'Europe, côte à côte. C'est un exemple à suivre pour les pays d'Europe Centrale, qui, eux aussi, ont entretenu des relations houleuses.

Jan Ludwig Wdowik : Il faut se donner le temps de la réflexion. Se demander ce qu'est l'Europe, où elle s'arrête. N'est-ce pas un paradoxe de parler à un nouveau pays membre de l'existence d'accords privilégiés ? Et si ces derniers se développent, quel contenu va-t-on leur donner ?

Xavier de Roux (Député de Charente- Maritime) : Les Français ont-ils vraiment répondu à côté de la question, lors du référendum, comme semble le croire Serge Rechter qui pense que la France n'a pas de culture référendaire et que, sauf circons-tances exceptionnelles, les Français s'abstiennent de répondre ou répondent à une question qui ne leur est pas posée ? Non, ils ont une idée bien précise du type d'organisation de la société qu'ils souhaitent pour maintenir leur bien-être. Ne faudrait-il pas un accord entre les nations européennes sur le type de démocratie à mettre en œuvre pour répondre aux aspirations des peuples ?

S.E Pavel Fisher : Je ne me permettrais pas de juger de la qualité du travail fourni. Simplement, ce déficit démocratique, dans le projet d'intégration politique, nous l'expérimentons aussi. La question de la représentativité se pose. Il y a une volonté commune de peuples pour aboutir à un certain degré de coordination économique et de représentation politique. Il faut en tenir compte.

Edmond Alphandéry (Président de la Caisse Nationale de Prévoyance, ancien Ministre) : Où se situe votre degré d'engagement pour entrer dans la zone euro ? Avez-vous toujours autant d'appétit ? Ou des réserves se font-elles jour ?

S.E André Erdos : Tout dépend de notre économie. Nous avons un problème de déficit budgétaire à résoudre. Nous espérons nous conformer aux critères en 2008 et entrer dans la zone euro en 2010.

S.E Pavel Fisher : Notre gouvernement de coalition a fixé 2010 comme échéance ; d'ici là, notre assainissement des finances publiques et notre réforme des retraites auront bien avancé. Le Président de la République Tchèque est pragmatique. Il apprécie la monnaie unique.

Jan Ludwig Wdowik : Le nouveau gouvernement polonais vient de s'installer. Rien n'est encore établi. Toutefois, nous pensons que notre problème de déficit budgétaire ne sera pas résolu avant 2012.

René André (Député de la Manche, Vice-Président de la Délégation Européenne pour l'Assemblée Nationale) : *Sommes-nous condamnés à construire deux Europe ? Un pôle économique, avec des partenariats privilégiés évolutifs ; et un pôle politique où certains pays n'auraient pas vocation à entrer ? Pour certains pays, le partenariat privilégié serait un but en soi ; pour d'autres comme la Serbie, la Bosnie-Herzégovine ou le Monténégro, une étape avant l'intégration dans l'Union.*

Jan Ludwig Wdowik : Nous sommes opposés à une Europe à deux vitesses. Quant à une Europe, qui repose sur deux pôles bien distincts, économique et politique, nous en avons pris le chemin. Nous avons accepté les coopérations renforcées, elles doivent s'ouvrir à ceux qui le désireront dans le futur. Nous construisons une Europe agricole, commerciale, de la pêche ; il faut l'élargir à de nouveaux domaines comme ceux de l'environnement, de la communication. L'Europe politique est aussi une nécessité, la France et l'Allemagne, les deux pays fondateurs, doivent donner une nouvelle impulsion.

Serge Rechter : Je rappelle que les projets de coopérations renforcées ouvertes se trouvaient dans le Traité Constitutionnel. Mais, Monsieur le Ministre plénipotentiaire, vous nous avez dit tout à l'heure que ce Traité n'était sans doute pas si crucial que cela...

S.E Pavel Fisher : L'Europe doit conserver sa force d'attraction pacificatrice, c'est elle qui fait émerger les élites politiques. En même temps, il doit y avoir une adhésion du citoyen à ce projet. Il y a un réel défi à relever. Une Europe à trente cinq peut se révéler dangereuse...

S.E André Erdos : La perspective d'adhérer à l'Union Européenne est un moteur extraordinaire pour faire avancer les réformes internes. Si elle disparaît, il y a danger. L'Europe est un ensemble inséparable, avec des composantes politiques et économiques. Les pays candidats ont un parcours du combattant à franchir avant l'intégration. Ils doivent passer par des accords d'association, des négociations d'accession, qui durent longtemps, cinq ans pour la Hongrie. Cette période rend, selon moi, inutile l'étape supplémentaire du partenariat privilégié, pour les pays qui ont vocation à devenir membres de l'Union. En revanche, elle me paraît judicieuse pour des pays comme l'Afrique du Nord, le Moyen-Orient, la Russie. Quant à la Turquie, c'est l'Europe des Quinze (et non des Vingt Cinq) qui l'a déclarée pays candidat. Ce qui est important pour nous, c'est de savoir si les Turcs pourront vraiment changer leur pays. Nous ne récusons pas a priori une entrée de la Turquie, si d'ici quinze ans, des réformes indispensables ont été traduites dans les faits.

Stéphane Hessel (Ambassadeur de France) : *Je voudrais donner un message d'optimisme et de patience. L'élargissement, qui a fait peur aux Français, a eu et aura des effets bénéfiques. C'est la démonstration de la force d'attraction du modèle européen, équilibré entre l'économique et le social. Ne soyons pas impatients, l'Europe mettra encore des décennies pour devenir ce que l'on veut qu'elle soit, mais elle se construira, nous aurons une Europe commerciale, économique, sociale, politique, de défense, ne dévions pas de cette voie.*

Marc Tronchot (Directeur adjoint de la Rédaction d'Europe 1) : *Monsieur l'Ambassadeur de Hongrie, vous avez parlé d'un système de protection contre les dérapages nationalistes. Qu'entendez-vous par là ?*

S.E André Erdos : Je n'ai pas parlé de système de protection, mais juste de protection. L'entrée dans l'Union Européenne est une protection supplémentaire contre tout retour en arrière, contre toute

tentative de rouvrir les plaies de l'histoire. L'Union est un club, avec des règles à respecter, qui barre la route aux groupuscules politiques irresponsables et xénophobes.

Jan Ludwig Wdowik : Les étiquettes de " populisme et nationalisme " sont surtout collées par des journalistes, qui ne prennent pas le temps d'explorer le contenu des programmes.

Deux partis, représentés au Parlement de Pologne, sont considérés comme populistes. Ce qui était vrai au départ. Mais, ils ont évolué au contact des autres partis européens. Les groupuscules extrémistes ne représentent même pas un cinquième de pourcentage des votes. Ils sont totalement insignifiants.

Philippe Herzog (ancien Député Européen – Président de Confrontations Europe) : *La Grande-Bretagne joue actuellement le leader d'influence en Europe mais ne porte pas de projet d'union politique. Vous-mêmes avez-vous des plans pour consolider et faire progresser l'Union économique et politique ?*

Jean-Pierre Duport (Conseiller d'Etat en service extraordinaire, ancien Préfet de région Ile de France) : *Quel doit être le positionnement de l'Europe face à ses grands partenaires mondiaux : Etats-Unis, Chine et Inde ? Quelle attitude doit-elle adopter à la veille de l'ouverture de la conférence de l'OMC ? Les dix nouveaux Etats-membres ne seraient-ils pas plus sensibles aux sirènes de l'atlantisme ?*

Denis Badré (Sénateur des Hauts-de-Seine, Vice-Président de la Délégation pour l'Union Européenne du Sénat) : *En tant que parlementaire français, j'ai un peu honte. La perte d'influence de la France est flagrante. En partie de notre faute, l'Europe est en crise, les institutions fonctionnent à vide, le budget est bloqué, le processus de Lisbonne n'avance pas. Lorsque je me suis rendu en Lituanie, lors de la campagne pour le référendum, j'ai été frappé par les réactions très positives et encourageantes de la population, qui se voyait dans le rôle d'acteur de l'Union, et non pas de consommateur d'Union. Vous qui êtes des nouveaux membres, pouvez-vous faire émerger cette attente, relancer la machine, enclencher le mouvement vers une Europe plus approfondie ? Autre dérive inquiétante, le peu d'intérêt porté au Conseil de l'Europe à Strasbourg. Seule la Russie s'y investit vraiment, au point de s'affirmer en leader sur la question des droits de l'homme. Pourquoi ce paradoxe ? L'Europe doit se reconstruire, porter ses priorités sur l'emploi, plaider pour un monde plus équilibré, amorcer une vraie politique d'aide au développement, autant de principes adoptés à Lisbonne. C'est un préalable indispensable à son redémarrage.*

Jan Ludwig Wdowik : Comme les Lituanais, les Polonais vous ont aussi interpellés pour savoir ce que vous attendiez de nous. Je rejette l'idée de

crise institutionnelle, mais pas celle de crise de solidarité, opposant faibles et forts, pauvres et riches. Notre but a toujours été et reste une consolidation de l'Europe. Notre partenariat avec les Etats-Unis ne nous empêche pas d'être de bons Européens. Simplement, quelquefois, nous attendons une contrepartie de votre part.

S.E Pavel Fisher : Oui, nous avons l'ambition de tenir notre place en Europe, de l'aider à avancer, mais en tenant compte de notre poids, un peu à la façon du Luxembourg. Les Tchèques développent depuis toujours une tradition humaniste, qui influence nos relations avec les grandes puissances internationales. Le Président Vaclav Havel a toujours insisté sur l'importance des droits de l'homme, il a reçu le Dalaï-Lama. Mais, nous maintenons le dialogue avec les Chinois, qui respectent les petits pays, lorsqu'ils savent élever la voix. L'Union Européenne doit avant tout rester fidèle à elle-même.

S.E André Erdos : Consolidation de l'Union et élargissement vont pour moi de paire. C'est ce qui permettra à l'Europe de tenir la place qui lui revient dans le monde, d'être considérée comme un interlocuteur de choix par de nouvelles puissances comme la Chine et l'Inde. Avec les USA, c'est quelque peu différent. Nous formons une communauté de base, partageons les mêmes principes, les

mêmes idéaux. Il faut la préserver, mais je crains que ce lien transatlantique ne s'affaiblisse à moyen terme, à cause d'évolutions notamment démographiques. La Hongrie ressent douloureusement la perte d'influence de la France, il faut en tirer les leçons. Certaines attitudes de l'administration française me laissent rêveur, elles nuisent à la réputation de la France... L'Europe doit mener son autocritique ; les nouveaux Etats-membres tiennent absolument à apporter leur contribution. Ils peuvent, par exemple, favoriser l'Ostpolitik de l'Union vers le grand Est, une région dont ils parlent la langue et avec laquelle ils ont entretenu des relations très étroites. Il faut valoriser cet avantage. Enfin, à 25, il sera plus facile de combattre efficacement les grands maux dont souffre la planète : épidémies, pollution, terrorisme... La Hongrie est un petit pays de 6 millions d'habitants, mais elle possède un potentiel extraordinaire. D'ailleurs, elle compte déjà à son actif quinze Prix Nobel...

Marie Clotilde Hingray

(Propos non revus par les intervenants)

*Un débat roboratif et riche d'enseignements. Gardons au cœur le message de **Stéphane Hessel** : "L'Europe mettra encore des décennies pour devenir ce que l'on veut qu'elle soit, mais elle se construira." Et gardons à l'esprit qu'il est urgent de ne pas trop attendre.*
